



Déclaration liminaire CGT
CTAC du 10 septembre 2018

Madame la secrétaire générale,

La rentrée des instances au sein de notre administration centrale coïncide cette année presque avec la rentrée des classes. 2 CTAC et 1 CHSCT sont prévus en moins d'un mois. Tant mieux. Vus les attaques qui se préparent au niveau national et l'inquiétude de nos collègues à la centrale, nous aurons besoin d'un dialogue social plus que renforcé !

Au cœur de l'été, le rapport « Action publique 2022 », commandé par le gouvernement à l'automne dernier, a enfin été rendu public. Ce rapport quel est-il ? 152 pages, 22 propositions qui sous-couvert de novlangue et euphémismes trompeurs comme « *se réinventer pour mieux servir* » nous proposent des coupes drastiques dans les services publics et la casse du statut de la fonction publique. S'y ajoutent le développement des externalisations, la volonté de rendre payants certains services publics... Le tout est justifié par un discours tant de fois entendu depuis les années 1970 qu'il tourne à vide « *le monde change, il faut s'y adapter* » : nous allons vous faire une confiance, que le monde change, nous le savons aussi, il a toujours évolué et continuera à le faire. Faut-il pour autant casser ce qui fonctionne ? Faut-il pour autant détruire les services publics qui est le cadre qui assure la qualité de ces biens communs ? Ils sont aussi le bien de ceux qui n'ont rien. Faut-il attaquer une fois de plus le statut de la fonction publique, héritage de la libération, qui est le cadre qui pérennise la qualité de ces biens communs et apporte un peu de garanties aux agents publics dans le déroulement de leur carrière ? Faut-il remettre en cause une construction française exemplaire porteuse de progrès social, qui nous est enviée partout dans le monde ? Evidemment, pour la CGT comme pour l'ensemble des agents publics, pour une immense majorité de nos concitoyens, la réponse est non ! La CGT a rendu publiques en juin dernier ses propositions pour les services publics et la fonction publique avec la conviction ferme qu'il faut développer et renforcer les missions publiques au service de l'intérêt général. Mais le gouvernement a choisi une voie opposée à nos propositions.

Nous ne sommes pas étonnés du contenu de ce rapport, largement prévisible dès que nous avons eu connaissance de la composition de ce groupe d'experts. L'écrasante majorité était des grands patrons ou des personnes qui ont fait leur parcours dans le secteur marchand et qui ne connaissent pas grand-chose aux services publics. **Nous ne sommes pas étonnés, mais nous sommes inquiets.** Le gouvernement a bien conscience que les propositions de ce rapport étaient en grande partie explosives et a répété qu'ils ne les reprendraient pas toutes mais qu'il annoncerait au fil de l'eau, celles sur lesquelles il entend travailler. Les annonces de cet été et de la rentrée laissent cependant entendre que l'essentiel de sa philosophie sera repris. C'est pourquoi CAP 2022 doit être pris au sérieux. Loin d'être « enterré », il est bel et bien une feuille de route pour le gouvernement, toujours obsédé par son objectif de baisse de la dépense publique et de la suppression de 120 000 fonctionnaires à l'horizon 2022. Un exemple ? A peine nommée au ministère de la jeunesse et des

sports, Roxana Maracineanu connaît l'annonce d'une réduction drastique du budget de son ministère et de la suppression prévue de 1.600 postes. **Deux points nous inquiètent plus particulièrement : les attaques sur le statut de la fonction publique et les attaques sur les administrations centrales.**

- Les préconisations du rapport Action publique 2022 sur la fonction publique rejoignent le chantier de négociation ouvert par le gouvernement : assouplissement du statut, rémunération différenciée selon les parcours et « le mérite », recours élargi aux contractuels et notamment au contrat de droit privé, liberté de gestion accordée aux « managers », dévoiement du rôle des CAP... C'est pour nous à mille lieux des attentes des agents qui attendent un vrai dégel du point d'indice permettant de compenser les nombreuses années de baisse de pouvoir d'achat. Ils attendent aussi un déblocage de leurs perspectives de carrière pour en finir avec des CAP bloquées débouchant sur bien trop peu de promotion et des recrutements de titulaires pour renforcer et stabiliser les équipes!
- Le rapport action publique 2022 cible à plusieurs reprises le rôle des administrations centrales, leur reprochant de ne pas se concentrer sur des missions de pilotage. C'est notamment souligné dans les parties consacrées à l'Education nationale et à l'Enseignement supérieur et la recherche où les services de l'administration centrale sont explicitement mis en cause. Or dès le 24 juillet, le gouvernement a publié une circulaire qui reprend quasi à la lettre les préconisations du rapport. Elle précise qu'« une réorganisation des administrations centrales doit être engagée ». Combien de postes vont être supprimés ? Combien de missions abandonnées ?

Comme vous le voyez, nous sommes extrêmement inquiets mais aussi déterminés à ne pas laisser faire ce programme de casse des services publics, de notre statut et de remise en cause de nos missions...

Les annonces du jour du gouvernement sur les retraites viennent renforcer nos inquiétudes en confirmant son ambition en matière de réforme de retraites en voulant se diriger vers un système de retraite par points. Les pensions seraient calculées sur l'ensemble de la carrière : concrètement pour les fonctionnaires, c'est une baisse drastique des pensions qui s'annoncent. Comme toujours, les femmes en seront les premières victimes ! Sur le sujet des retraites aussi, nous sommes particulièrement mobilisés et déterminés à défendre le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés et des agents publics !

Parallèlement, nous observons une accélération des réformes. Nous en avons eu un bel exemple avec la mise en place précipitée de Parcoursup qui a donné lieu à des embouteillages terribles dans l'affectation des étudiants. Nous l'observons avec la volonté du gouvernement de vouloir appliquer dès septembre des textes qu'il présente au Conseil supérieur de l'Education le 12 juillet, provoquant la sortie inédite de l'ensemble des syndicats de l'instance ! A l'administration centrale, nous ne sommes pas en reste : réorganisation de l'ESEN que nous aborderons au prochain CHSCT et CTAC. Mais il nous faudra aussi aborder au moins deux autres réorganisations rampantes : celle de la DGESCO et celle de la DEPP dont nous espérons que vous comptez bien les présenter à notre instance lors de sa prochaine réunion ; il nous faudra également dresser un bilan de la réorganisation de la fonction internationale. L'abandon brutal de SIRHEN montre bien le mépris vis-à-vis des personnels qui ont appris cette nouvelle dans la presse : cet abandon a des conséquences fortes sur le travail des agents et devra également être abordé dans le cadre de notre instance.

La CGT avec Force ouvrière, Solidaires, l'UNEF et l'UNL appelle d'ores et déjà à **une journée de mobilisation le 9 octobre**. Vous pouvez compter sur une ferme mobilisation des agents de la centrale !

